

Sortie de l'euro et boycott des élections européennes

mercredi, 5 février 2014 / webmaster

SORTIE DE L'EURO ET BOYCOTT DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Par le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP).

Le 5 février 2014.

Ces derniers jours, de multiples prises de positions ont porté sur la sortie de l'euro et le boycott des élections européennes, relatées par la « grande presse ». Il faut y voir une preuve de la montée, dans la société, de ces exigences populaires. Ainsi, France-Inter a récemment donné la parole à Jean-Luc Gréau (ancien économiste du MEDEF) et hier matin, mardi 4 février, à Philippe Villin (banquier d'affaires) qui se prononcent pour la souveraineté monétaire de notre pays. L'hebdomadaire Marianne de la semaine dernière a sorti un numéro avec un énorme titre sur la Une « Faut-il sortir de l'euro ? » et un entretien avec Emmanuel Todd qui plaide pour l'abstention aux élections européennes. Ce numéro de Marianne s'est vendu comme des petits pains ! Du coup l'hebdomadaire a sorti dans la foulée une version électronique reprenant le débat réalisé dans le n° 736 du 28 mai au 3 juin 2011 entre Michel Sapin (alors dirigeant du PS) et Jacques Nikonoff (porte-parole du M'PEP) au moment de la sortie de son livre « Sortons de l'euro ! ».

SORTIR DE L'EURO ? EN DÉBATTRE !

Lundi 3 Février 2014 à 05:00

Propos recueillis par Hervé Nathan

Dans le numéro en vente cette semaine, Marianne ose poser la question qui fâche. Il y a plus de deux ans, Jacques Nikonoff et Michel Sapin se demandait si la gauche pouvait réussir avec l'euro. Un échange qui demeure toujours d'actualité.



A moins d'un an de l'élection présidentielle de 2012, une question revenait avec encore plus d'insistance que par le passé : et si la volonté de changement exprimée dans les urnes se heurtait au carcan des règles européennes, en particulier à la rigueur obligatoire et récemment renforcée qui accompagnait depuis des années l'appartenance à la monnaie unique ? La question faisait de nouveau l'actualité de la scène politique. Hervé Nathan avait saisi l'occasion de la sortie du livre de Jacques Nikonoff, porte-parole du Mouvement politique d'émancipation populaire (M'pep) professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris VIII (1), pour organiser une confrontation franche et argumentée entre cet expert des antieuros de gauche avec un tenant de la monnaie unique, Michel Sapin, à l'époque député et secrétaire national à l'économie du PS.

Marianne : Jacques Nikonoff, vous assurez que la gauche ne peut rien faire tant qu'elle reste enserrée dans le carcan des règles de l'Union européenne. Vous prônez donc la sortie de l'euro comme condition préalable à une politique de gauche. Mais n'est-ce pas aussi une facilité que d'affirmer : « Sortons de l'euro,

camarade, et tout redeviendra possible » ?

Jacques Nikonoff : J'ai apporté un cadeau pour Michel Sapin : la liste des articles du traité de Lisbonne qui interdisent toute politique de gauche. La sortie de l'euro, c'est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour mener des politiques de gauche. Encore faut-il avoir un projet. Si la gauche veut mener des politiques de gauche, elle doit non seulement sortir de l'euro, mais aussi s'émanciper du système européen, conçu sur des bases idéologiques qui relèvent de la pensée néolibérale. Car le traité de Lisbonne n'est qu'un manifeste néolibéral. Il est conçu justement pour interdire la mise en œuvre de politiques de gauche. D'ailleurs, depuis qu'il existe, ce système n'a jamais mené de politiques de gauche. Ensuite, les gouvernements des 27 pays membres de l'Union actuellement en fonction sont soit de droite, voire très à droite, soit sociaux-libéraux. Pourquoi mèneraient-ils des politiques de gauche ?

Michel Sapin : Je sais bien qu'il est possible de défendre le même slogan, « sortir de l'euro », en étant dans des forces politiques différentes, dont le FN, mais pas pour les mêmes raisons, ni en référence aux mêmes valeurs. Où est la divergence fondamentale entre nous ? C'est que, moi, je ne sacralise pas l'euro. Je ne considère pas que l'euro est un mal ou un bien en soi. C'est un outil, un bon outil. Si nous ne l'avions pas, la situation serait épouvantable, que la gauche soit au pouvoir ou non. Bref, pour le dire de manière un peu provocatrice, je sais que le bonheur d'un peuple dans un seul pays, et éventuellement malgré lui, ce n'est pas possible, ce n'est pas souhaitable. Avec la même monnaie, on peut mener des politiques de droite ou de gauche. Quand il y avait le franc et que la droite était au pouvoir, on ne disait pas : « Il faut changer le franc pour permettre à la gauche d'exercer le pouvoir. »

J.N. : Je fais une remarque : le fait est que le Front national évoque la sortie de l'euro. Mais le FN ne veut pas vraiment la sortie de l'euro, puisqu'il préconise une impraticable « sortie groupée » de la monnaie unique par plusieurs pays. C'est un slogan politicien à usage électoral.

Michel Sapin, lorsqu'on lit le programme du PS, intitulé « Le changement », on sent peser les contraintes européennes, récemment renforcées au nom de la nouvelle gouvernance de l'euro. Un des premiers gestes d'un gouvernement de gauche serait d'aller négocier avec les partenaires européens un délai supplémentaire pour ramener le déficit public de la France sous les 3 % du PIB. Peut-on imaginer une négociation avec des partenaires majoritairement à droite ?

M.S. : Non. Nous n'irons pas quémander je ne sais quelle autorisation sur le thème : « S'il vous plaît, encore une année, monsieur le Bourreau ! » Ce n'est pas comme ça que ça se passe. C'est seulement une question de comptabilité publique – cela consiste à se demander à quelles fins on utilise les ressources de la nation : pour mener des politiques de transformation de la société et de soutien aux services publics, ou pour rembourser les intérêts de la dette ? Oui, pour nous redonner des marges de manœuvre, il faut inverser la courbe de l'endettement de la France. Il se trouve que nous payons nos emprunts en euros ; mais en francs, ce serait pareil. J'ajouterais qu'il est possible d'atteindre un même solde (3 % de déficit) avec des politiques très différentes : avec très peu de dépenses et très peu d'impôts ou avec une politique de protection sociale forte, mais aussi des prélèvements obligatoires plus élevés. C'est un choix que l'Europe ne nous interdit pas. Ne reportons pas sur l'Union ce qui est de notre propre responsabilité.

J.N. : Oui, monsieur Sapin, l'euro, c'est un outil. Mais il a été mis en place, capté, accaparé par les banquiers et les classes dirigeantes qui l'ont placé dans une politique monétaire rendue indépendante du pouvoir politique. C'est la question principale, car, dès lors qu'on sépare la politique monétaire des autres instruments de la politique économique, comme le budget, la politique industrielle, le commerce extérieur, la fiscalité, on ampute la politique économique de son levier principal. La souveraineté monétaire est donc une revendication de gauche. Il faut remettre en cause l'indépendance de la Banque centrale européenne, et lutter pour un statut d'autonomie de la Banque de France, placer celle-ci sous le contrôle du peuple et de ses représentants. A partir de là, on pourra envisager des politiques de gauche en Europe.

M.S. : Jacques Nikonoff, je le constate, évolue positivement. Il nous dit qu'il faut modifier les statuts de la Banque centrale européenne et sa politique. Parlons-en, c'est un bon débat. Mais, quand ce débat est ouvert, il ne nous parle plus de sortir de l'euro... Le problème, selon moi, ce n'est pas l'indépendance de la BCE ; d'ailleurs, indépendance ou autonomie, c'est de l'ordre de la nuance. Le grand problème en Europe, c'est qu'il y a une politique monétaire, mais qu'il n'y a pas de politique budgétaire, fiscale, industrielle, ou de politique de la recherche. Plutôt que de tomber dans la facilité conservatrice du retour au franc, je préfère le progrès, je préfère l'action, et je préfère dire quelle politique budgétaire, quelle harmonisation fiscale et quelles modifications des traités européens sont nécessaires. Alors, nous sommes dans une dynamique fidèle aux valeurs et aux traditions de la gauche, qui n'est pas le repliement sur un seul pays, mais qui est la vision internationaliste.

De plus, n'est-il pas un peu populiste d'assimiler les banquiers centraux, qui ont une tradition de service de l'Etat, comme Jean-Claude Trichet, aux banquiers

privés, de la BNP ou de la Société générale, avec leurs bonus et leurs stock-options ? La banque centrale est une institution publique au service de l'intérêt général.

J.N. : Non. Le futur remplaçant de M. Trichet, Mario Draghi, a passé plusieurs années à la banque Goldman Sachs. Ces gens-là partagent la même conception fondée sur le retrait de l'outil monétaire des mains des pouvoirs publics. L'autonomie, au contraire, permet de rétablir le contrôle démocratique sur cet outil. Les autres outils, comme le budget, ont été captés, neutralisés par le système de Bruxelles. La politique fiscale va le devenir, pour ne pas « nuire à l'attractivité du territoire », comme on dit aujourd'hui. Fondamentalement, pour faire une monnaie unique entre pays différents, il faut d'abord partager un projet politique, et ce n'est pas le cas. Et on ne voit pas comment des gouvernements de gauche et de droite pourraient se rassembler sur un projet de société.

Un spectre hante l'Europe, c'est celui de la restructuration éventuelle de la dette publique de la Grèce. Pensez-vous que ce serait un bon outil aux mains d'un gouvernement de gauche ?

J.N. : La restructuration n'est ni de gauche ni de droite. Ce qui compte, c'est le contenu. C'est à partir d'un acte extraordinairement fort, l'annonce du défaut du paiement de la dette en Grèce, en Irlande, au Portugal, mais aussi, bientôt en Espagne, puis en France, que l'on peut enclencher une politique différente. Qu'on cesse de payer les intérêts et le capital aux investisseurs qui ont spéculé, tout en remboursant les ménages modestes et moyens. Sinon, avec le poids actuel de la dette, la gauche sera contrainte à l'austérité « de gauche », comme s'y résignent les gouvernements socialistes grec ou portugais. La sortie de l'euro est alors essentielle, car, bien sûr, les Etats en défaut ne peuvent plus emprunter sur les marchés financiers. Mais, justement, c'est excellent, car il faut démanteler les marchés financiers. L'Etat se financera alors par l'épargne nationale, en s'appuyant sur des produits de type Livret A, par des quotas d'achat obligatoire des emprunts d'Etat par les banques et les compagnies d'assurances nationalisées. Une partie de la dette publique sera achetée par la Banque de France, comme le font actuellement les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Pourquoi la gauche refuserait-elle de se servir de ces instruments ?

M.S. : Je n'ose imaginer l'état de la société française si votre programme était mis en œuvre. La collecte de l'épargne et la distribution de crédit nationalisées, la création monétaire remise entre les mains du pouvoir politique : les expériences de ce genre ont été des catastrophes économiques et démocratiques. En fait, la BCE rachète déjà, pour partie, des emprunts d'Etat grecs, portugais, irlandais. Je crois à la possibilité de créer une dette au niveau européen, à l'émission d'eurobonds qui permettront à des pays de revenir à des conditions correctes de financement. Les Grecs doivent pouvoir bénéficier d'un taux de 2 à 4 % auquel nous avons, nous, accès. Et on y parviendra par davantage de construction européenne. L'harmonisation fiscale est possible pour mettre fin au dumping fiscal. Je veux construire cela parce qu'il est de l'intérêt général de faire fonctionner enfin les piliers économique et fiscal face au pilier monétaire de l'édifice conçu à Maastricht.

Ni le NPA, ni Le Front de gauche ne vous suivent, Jacques Nikonoff. Et la tradition de la gauche révolutionnaire, celle de la solidarité internationale des travailleurs, ce n'est pas le retour à la souveraineté nationale. N'êtes-vous pas à l'extérieur du courant historique dont vous vous réclamez ?

J.N. : Ce sont les directions de ces forces politiques qui ont abandonné les valeurs historiques. Selon les différents sondages, entre 25 % et 38 % de la population se prononce en faveur du retour au franc, et, dans ce groupe, une majorité d'ouvriers, d'employés, de femmes et de jeunes : l'électorat de la gauche ! Parmi ceux-là, 52 % des électeurs du Front de gauche sont pour la sortie de l'euro ; 60 % de ceux du NPA ou de Lutte ouvrière. Cette contradiction entre les directions de ces partis et leur électorat explique pourquoi ces partis plafonnent entre 3 % et 5 % des suffrages.

Jacques Nikonoff, en posant la question de l'euro et d'une autre politique, à l'occasion de la crise économique et sociale, et alors que les murs de l'euro tremblent, ne voulez-vous pas, au fond, revenir sur le tournant de la rigueur de 1983, lorsque François Mitterrand a refusé de sortir du système monétaire européen, ancêtre de l'euro ?

J.N. : Oui. Cela fait trente ans que le Parti socialiste a renoncé à être de gauche. 1983, le tournant de la rigueur, c'est la renonciation par les socialistes à la transformation. C'est le moment où on commence à considérer qu'on ne peut pas mener une politique de gauche dans un environnement international de droite, ce qui était le cas à ce moment, avec le développement du néolibéralisme sous Reagan et Thatcher. C'est ce qui explique, on le constate élection après élection, la montée de l'abstention, du Front national, des forces xénophobes, nationalistes. Ce que le PS et même Le Front de gauche nous proposent, c'est la reconduction de l'expérience de 1981. On le constate lorsqu'on lit le programme socialiste, qui ignore l'objectif de suppression du chômage, condition de l'égalité, cette valeur cardinale

de la gauche. Mais supprimer le chômage et la précarité ne peut pas se faire dans le cadre de l'euro. Le traité de Lisbonne l'interdit !

M.S. : Décidément, Jacques Nikonoff, vous êtes un homme du passé. Vous voulez revenir à avant 1983, comme si le monde n'avait pas bougé depuis trente ans. Cela me rajeunit, j'étais tout jeune député à l'époque. Mais je ne regarde pas l'avenir dans le rétroviseur. Je suis socialiste, j'ai des valeurs. Et je sais que c'est dans l'action que ces valeurs sont mises réellement en œuvre. Il y a ceux qui causent, tout seuls. Et ceux qui pensent que l'action passe par la prise du pouvoir, que la prise du pouvoir passe par la démocratie, par le rassemblement de forces diverses qui permettent de faire bouger les lignes, en France, et dans une Europe qui est le seul niveau qui permet de peser dans le monde.